

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1182

17 juin 2009

SOMMAIRE

Agrassur Re S.A.	56734	Klöckner Pentaplast Participations S.à.r.l.	56736
Alcanjane S.à r.l.	56701	LLtd 2 S.à.r.l.	56721
Astor S.A.	56736	LSF5 Hockey Holdings II S.à r.l.	56702
Axima Investholding S.à r.l.	56720	Nelson Luxembourg Investments S.à r.l.	56735
Boz S.A.	56720	Nextstep Equity S.A.	56700
Cemex Premium Finance KFT (Succursale Luxembourg)	56734	NTLUX	56711
Centennial (Luxembourg) S.à r.l.	56700	Optilens Handels- und Verwaltungsgesell- schaft GmbH	56711
CETP UC4 S.à r.l.	56704	Orly Invest II S.A.	56736
CIH S.à r.l.	56705	Reinet Fund S.C.A., F.I.S.	56701
COSMOGROUP Europe S.A.	56690	Sand Investments S.A.	56701
Double One S.A.	56690	Sea Ox S.A.	56724
Eastern Europe Real Estate Opportunities Advisory S.à.r.l.	56736	Société Anonyme Global Mondial Consult- ing	56733
Epoque S.à r.l.	56734	Société Générale Securities Services Lu- xembourg	56720
Europa Real Estate S.à r.l.	56690	T.B.O. Lux S.à.r.l.	56704
EURO VL Luxembourg S.A.	56720	Technical Reinsurance Company	56733
Holkin S.à r.l.	56690	Thes International S.A.	56712
Hydrosol S.A.	56734	Triton III No. 7 S.à r.l.	56721
iBO Solutions S.A.	56701	Video Holdings S.A.	56735
IM Art-online & IM Consulting, Société à responsabilité limitée	56701	Weyer Luxembourg S.A.	56733
Immo Garant S.A.	56704		
Intertel S.à r.l.	56723		

Europa Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 73.365.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 avril 2009.
Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2009068460/239/12.

(090080553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

COSMOGROUP Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 139.912.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2009.
Emile SCHLESSER
Notaire

Référence de publication: 2009068455/227/12.

(090080479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Holkin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 143.692.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2009.
Emile SCHLESSER
Notaire

Référence de publication: 2009068454/227/12.

(090080462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Double One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 60.216.

L'an deux mille neuf.
Le douze mai.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DOUBLE ONE S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B60216, constituée suivant acte reçu par Maître Marthe THYES-WALCH, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 juillet 1997, publié au Mémorial C numéro 606 du 3 novembre 1997, et dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte sous seing privé en date du 27 mai 2002, publié au Mémorial C numéro 160 du 14 février 2003;
- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 février 2009, publié au Mémorial C numéro 617 du 20 mars 2009,

ayant un capital social de cinquante mille euros (50.000,- EUR), représenté par cinq cents (500) actions avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Marie-Fiore RIES-BONANI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Romaine SCHEIFER-GILLEN, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Approbation d'une situation comptable de la société au 28 février 2009.
- 2.- Modification de la dénomination de la société en DOUBLE ONE S.r.l.
- 3.- Modification de l'objet social.
- 4.- Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2030.
- 5.- Démission des administrateurs et du commissaire de la société.
- 6.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.
- 7.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".
- 8.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
- 9.- Nomination de deux administrateurs.
- 10.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver la situation comptable de la société au 28 février 2009.

Ladite situation comptable, signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisée avec lui.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en DOUBLE ONE S.r.l.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article deux des nouveaux statuts en langue italienne ci-après.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2030.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société à savoir Messieurs Daniele MARIANI, Jacopo ROSSI et Mohammed KARA et du commissaire aux comptes de la société à savoir Monsieur Régis DONATI et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Sixième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à I-20124 Milan, Via Pola 24 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

Septième résolution

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée" et de transformer les actions en parts sociales.

Huitième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

"STATUTO

Titolo I. Disposizioni generali

Art. 1. Denominazione sociale.

1.01 È costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione sociale DOUBLE ONE S.r.l.

Art. 2. Oggetto sociale. L'oggetto sociale è costituito dalla seguente attività:

la compravendita e la valorizzazione dei beni immobili anche mediante edificazione, nonché la gestione di immobili di proprietà sociale.

Essa potrà inoltre compiere, in via non prevalente, tutte le operazioni commerciali, industriali e finanziarie (esclusa la raccolta del risparmio tra il pubblico), mobiliari ed immobiliari ritenute necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale prestando anche fidejussioni, avalli ed ogni altra garanzia in genere, anche a favore di terzi e, nei limiti di legge, l'assunzione di mutui sia fondiari che ipotecari, sia con privati che con Enti pubblici, sia con banche che con istituti di Credito, acconsentendo, allo scopo a tutte le formalità ipotecarie e l'assunzione sia diretta che indiretta di interessenze e partecipazioni in altre società od imprese costituite o costituende aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio, senza finalità di successivo collocamento. Con espressa esclusione dello svolgimento di tutte le attività previste dalla legge disciplinante le società di intermediazione mobiliare e delle attività riservate agli iscritti in albi professionali. L'attività di natura finanziaria, anche se strumentale, non sarà comunque esercitata nei confronti del pubblico.

Art. 3. Sede sociale.

3.01 La società ha sede legale in Milano.

3.02 La sede sociale può essere trasferita in qualsiasi indirizzo dello stesso Comune con semplice decisione dell'organo amministrativo che è abilitato alle dichiarazioni conseguenti all'ufficio del registro delle imprese.

3.03 Potranno essere istituite o soppresse, in Italia, sedi secondarie, filiali, succursali, agenzie, uffici di rappresentanza con delibera dell'organo amministrativo.

3.04 Potranno essere istituite o soppresse, all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, agenzie, uffici di rappresentanza, con delibera dell'assemblea dei Soci.

Art. 4. Domiciliazione.

4.01 Per i rapporti con la società, il domicilio dei soci, è quello risultante dal Registro Imprese. In mancanza dell'indicazione del domicilio nel Registro Imprese, si fa riferimento alla residenza anagrafica.

4.02 Per i rapporti con la società, il domicilio degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, è quello risultante all'atto della loro nomina o quello successivamente comunicato a mezzo di lettera raccomandata.

Art. 5. Durata.

5.01 La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2030 e sarà prorogata di anno in anno salvo diversa decisione deliberata dall'assemblea dei Soci.

Titolo II. Capitale e quote sociali

Art. 6. Capitale sociale.

6.01 Il capitale sociale è fissato in Euro 50.000,00 ed è diviso in quote ai sensi dell'art. 2468 del codice civile.

6.02 Il capitale sociale può essere liberato con conferimenti eseguiti in denaro, con compensazione di debiti liquidi ed esigibili della società, con apporti in natura di crediti e beni. Ai sensi del secondo comma dell'art.2464 del codice civile possono inoltre essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica che possono consentire l'acquisizione in società di ogni elemento utile per il proficuo svolgimento dell'impresa sociale.

6.03 Le quote di capitale sociale assegnate ai soci per le prestazioni d'opera devono essere garantite da una polizza assicurativa o da una fideiussione bancaria che possono, peraltro, in qualsiasi momento, essere sostituite con il versamento a titolo di cauzione a favore della società del corrispondente importo in denaro.

6.04 Nel caso di comproprietà di una partecipazione i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune.

6.06 Il possesso anche di una sola quota comporta l'adesione al presente statuto ed alle delibere dei soci prese in conformità alla legge e allo statuto.

Art. 7. Aumento e riduzione del capitale sociale.

7.01 Per le decisioni di aumento e di riduzione del capitale sociale si applicano gli articoli 2481 e seguenti del codice civile.

7.02 L'aumento di capitale sociale può essere deliberato dall'assemblea dei soci o dall'organo amministrativo.

7.03 Qualora la decisione di aumento del capitale sociale, salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter del codice civile, sia deliberata dall'organo amministrativo, l'aumento di capitale non può superare l'importo pari al doppio del capitale sociale. La sottoscrizione delle quote di nuova emissione non può essere riservata a terzi estranei alla compagine sociale. La decisione degli amministratori deve essere assunta con maggioranza qualificata di cinque/sesti, risultante da verbale redatto da notaio e deve essere depositata e iscritta a norma dell'art. 2436 del codice civile.

7.04 Qualora la decisione di aumento del capitale sociale sia assunta dai soci, questi, salvo il caso di cui all'art. 2482-ter del codice civile, decidono con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 51% del capitale sociale e spetta loro il diritto di sottoscrivere le quote emesse in sede di aumento di capitale sociale in proporzione alla percentuale di capitale da ciascuno di essi rispettivamente posseduta alla data in cui la sottoscrizione è effettuata. Gli aumenti, salvo il caso di cui all'art. 2482-ter del codice civile, possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso ai sensi dell'art. 2473 del codice civile.

7.05 La riduzione del capitale sociale per perdite può essere deliberata dall'assemblea dei soci o dall'organo amministrativo. Il verbale è redatto da notaio e si applica l'art. 2436 del codice civile. Il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'art. 2482 bis, 2° comma del codice civile, potrà intervenire anche il giorno stesso in cui è fissata l'assemblea portante l'adozione di opportuni provvedimenti per la copertura delle perdite.

Art. 8. Versamenti e finanziamenti dei soci.

8.01 I soci, d'accordo con l'organo amministrativo, possono provvedere al fabbisogno finanziario della società mediante versamenti fatti sotto qualsiasi forma quali i versamenti in conto futuri aumenti di capitale, in conto capitale, a copertura delle perdite.

8.02 I finanziamenti con diritto a restituzione della somma versata possono essere effettuati a favore della società esclusivamente dai soci anche non in proporzione delle rispettive quote di partecipazione al capitale sociale, che risultano iscritti nel libro soci da almeno 3 (tre) mesi e che detengano una partecipazione al capitale sociale pari ad almeno al 2 (due) per cento dell'ammontare del capitale nominale quale risulta dall'ultimo bilancio approvato o comunque nei limiti e con le modalità che siano imposti dalla normativa vigente.

8.03 Salvo diversa determinazione, i versamenti effettuati dai soci a favore della società devono considerarsi infruttiferi.

Art. 9. Titoli di debito.

9.01 La società potrà emettere titoli di debito al portatore o nominativi per un importo non superiore al doppio dei mezzi propri risultanti dall'ultimo bilancio approvato. I titoli di debito garantiti da ipoteca di primo grado non oltre i due terzi del valore degli immobili di proprietà sono esclusi dal limite e dal calcolo del limite.

9.02 La decisione di emettere titoli di debito deve essere presa dall'Amministratore Unico e dal Consiglio di Amministrazione con il voto favorevole di almeno 5/6 degli amministratori.

9.03 La decisione di emissione dei titoli di debito deve indicare:

- a) il valore nominale di ciascun titolo;
- b) il rendimento dei titoli e i criteri per la sua determinazione;
- c) il modo e i tempi di pagamento degli interessi e di rimborso dei titoli;
- d) se il diritto dei sottoscrittori alla restituzione del capitale o degli interessi sia, in tutto o in parte, subordinato alla soddisfazione dei diritti di altri creditori della società;
- e) se i tempi e l'entità del pagamento degli interessi possano variare in dipendenza di parametri oggettivi anche relativi all'andamento economico della società.

9.04 I titoli emessi potranno essere sottoscritti soltanto da investitori professionali soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali che, in caso di successiva circolazione, rispondono dell'insolvenza della società nei confronti dei soggetti acquirenti che non siano investitori professionali ovvero soci della società medesima.

9.05 I titoli di debito devono indicare:

- 1) la denominazione, l'oggetto e la sede della società, con l'indicazione dell'ufficio del registro delle imprese presso il quale la società è iscritta;
- 2) il capitale sociale e le riserve esistenti al momento dell'emissione;
- 3) la data della deliberazione di emissione e della sua iscrizione nel registro delle imprese;
- 4) l'ammontare complessivo dell'emissione, il valore nominale di ciascun titolo, i diritti con essi attribuiti, il rendimento o i criteri per la sua determinazione e il modo di pagamento e di rimborso, l'eventuale subordinazione dei diritti dei sottoscrittori a quelli di altri creditori della società;
- 5) le eventuali garanzie da cui sono assistiti.

Art. 10. Trasferimento delle quote di partecipazione sociale.

10.01 Per "partecipazione" si intende la partecipazione o la quota di capitale sociale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione e/o prelazione ad esse pertinenti.

10.02 Nella dizione "trasferimento" si intendono compresi tutti i negozi inter vivos concernenti o la piena proprietà o la nuda proprietà o l'usufrutto di quote o diritti e, quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario e donazione, in forza dei quali si consegua in via diretta o indiretta il risultato del mutamento di titolarità di dette quote o diritti.

10.03 In caso di trasferimento della partecipazione sociale spetta agli altri soci il diritto di prelazione, da esercitarsi in proporzione alla quota da ciascun socio posseduta.

10.04 Il socio che intenda trasferire la partecipazione sociale deve comunicare agli altri soci tale sua intenzione mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento precisando prezzo e condizioni del trasferimento ed il nome di eventuali aspiranti acquirenti.

10.05 Il socio che intenda esercitare il diritto di prelazione dovrà farlo entro 60 (sessanta) giorni dal ricevimento della comunicazione di cui sopra. Qualora non tutti i soci esercitino il diritto di prelazione, gli altri soci potranno esercitare il diritto di prelazione con riferimento all'intera quota alienata.

10.06 Il terzo aspirante socio deve essere comunque di gradimento dei soci. Il negato gradimento da parte dei soci può avvenire solo per atto scritto e per motivi obiettivi quali, a titolo esemplificativo, l'incapacità di offrire da parte del potenziale nuovo socio garanzie sufficienti in ordine alla propria capacità finanziaria e/o commerciale, il pregiudizio che l'ingresso del nuovo socio possa, per l'attività svolta o per altre ragioni oggettive, arrecare agli altri soci. In tal caso i soci dovranno entro 90 (novanta) giorni dalla comunicazione del diniego del gradimento indicare altro soggetto che acquisti alle medesime condizioni. Il gradimento si intende intervenuto se non è espressamente rifiutato nel termine di 90 (novanta) giorni dalla richiesta con comunicazione inviata mediante lettera raccomandata. Il gradimento si intende altresì intervenuto, qualora non sia indicato il soggetto che acquista alle medesime condizioni.

10.07 Se il corrispettivo convenuto con il terzo è ritenuto eccessivo dai soci prelatori, essi possono, nella stessa comunicazione di esercizio del diritto, chiedere che la determinazione del prezzo di cessione sia rimessa alla decisione di un Collegio Arbitrale ai sensi del successivo art. 35.

10.08 Il diritto di prelazione non spetta agli altri soci in caso di trasferimento della partecipazione sociale a favore del coniuge o dei parenti in linea retta del socio cedente, ovvero in caso di cessione a favore di Società controllate dal cedente, dal coniuge o dai parenti in linea retta del socio cedente.

10.09 Le partecipazioni sociali non possono essere trasferite a titolo gratuito salvo che a favore del coniuge o dei parenti in linea retta.

10.10 Le quote possono essere intestate a società fiduciarie; queste ultime le potranno liberamente trasferire ai propri mandanti iniziali con documento probante.

10.11 In caso di costituzione del diritto di pegno sopra una quota sociale, il diritto di voto deve permanere in capo al datore del pegno che è obbligato pertanto a mantenerlo in capo a sé e non può trasferirlo al soggetto che riceve il pegno al quale la Società non riconosce il diritto di voto.

Art. 11. Esclusione e Recesso del socio.

11.01 Il socio può essere escluso dalla Società al verificarsi delle seguenti circostanze da intendersi quali fattispecie di giusta causa: (i) l'impossibilità di eseguire la prestazione lavorativa o servizi per il socio che ha effettuato tale conferimento; (ii) il fallimento e l'assoggettamento a qualsiasi procedura concorsuale del socio.

11.02 L'esclusione del socio è decisa con deliberazione dei soci adottata con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale, non computandosi la quota di partecipazione del socio della cui esclusione si tratta.

11.03 La decisione di esclusione, opportunamente motivata è senza indugio comunicata al socio escluso e ha effetto dopo 60 (sessanta) giorni dalla spedizione della comunicazione; entro il termine di 60 (sessanta) giorni il socio escluso può ricorrere al Tribunale di Milano, in caso di ricorso sono sospesi gli effetti della decisione di esclusione fino all'esito della procedura.

11.4 Hanno diritto di recedere i soci che non hanno concorso alle deliberazioni riguardanti:

- a) modifica della clausola dell'oggetto sociale, quando consente un cambiamento significativo dell'attività della società;
- b) la trasformazione della società;
- c) il trasferimento della sede sociale all'estero;
- d) la revoca dello stato di liquidazione;
- e) l'eliminazione di una o più cause di recesso previste dalla legge ovvero dallo statuto;
- f) la modifica dei criteri di determinazione del valore della partecipazione in caso di recesso;
- g) le modificazioni dello statuto concernenti i diritti di voto o di partecipazione;
- h) la proroga del termine.

11.5 Hanno inoltre diritto di recedere i Soci assenti o dissenzienti alla delibera di riduzione volontaria del capitale sociale.

11.6 Il recesso sarà esercitato secondo i termini e le modalità di legge con rimborso del valore effettivo della partecipazione, da determinarsi con i criteri di cui all'art. 2473 c.c.

11.7 La partecipazione del Socio recedente sarà offerta in opzione dagli amministratori agli altri soci in proporzione alla partecipazione posseduta e, solo qualora i soci non acquistino in tutto o in parte la partecipazioni del socio recedente, gli amministratori potranno collocarle presso terzi.

In caso di mancato collocamento, la partecipazione del recedente verrà rimborsata mediante acquisto da parte della Società, con utilizzo delle riserve disponibili.

In caso d'impossibilità di liquidazione, essendo assenti utili o riserve disponibili, si dovrà prima procedere alla riduzione del capitale sociale e, se lo stesso dovesse ridursi al di sotto dei limiti di legge, si dovrà procedere allo scioglimento della società.

Titolo III. Delle decisioni dei soci

Art. 12. Decisioni dei soci.

12.01 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro competenza.

12.02 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina degli amministratori e la struttura dell'organo amministrativo;
- c) la nomina, ove prevista, dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- d) le modificazioni dello statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una modificazione dell'oggetto sociale o una modificazione dei diritti dei soci;
- f) la messa in liquidazione della Società, la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione.

Art. 13. Modalità di adozione delle decisioni dei soci.

13.01 Salvo quanto previsto al primo comma del successivo art. 14, le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

13.02 La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purché sia assicurato a ciascun socio il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento, ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione, da parte di tanti soci che rappresentino il 51% del capitale sociale.

Il procedimento deve concludersi entro 30 giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

13.03 Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 14. Assemblea dei soci.

14.01 Nel caso le decisioni abbiano ad oggetto le materie indicate nell'art. 12 lettere d) e) ed f) nonché in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

L'assemblea dei soci è convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede della società, purché in Italia. In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal collegio sindacale, se nominato, o anche da un socio che rappresenti almeno il 33% del capitale sociale.

14.02 La convocazione è effettuata con avviso spedito con qualsiasi mezzo di comunicazione - ivi compreso telefax e posta elettronica, che assicuri la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare - al domicilio dei soci almeno 8 (otto) giorni prima di quello fissato per l'adunanza.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il luogo, il giorno e l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

14.03 Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento.

Art. 15. Partecipazione e svolgimento dell'adunanza assembleare.

15.01 Hanno diritto di intervenire all'assemblea i soci cui spetta il diritto di voto che risultino iscritti nel libro soci.

15.02 L'assemblea può svolgersi anche con gli intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci. In tal caso è necessario che:

(i) sia consentito al presidente, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare inequivocabilmente l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

(ii) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

(iii) sia consentito agli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

(iv) ove non si tratti di assemblea totalitaria, vengano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi audio/video collegati a cura della società nei quali gli intervenuti potranno affluire dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il segretario.

Art. 16. Rappresentanza dei soci.

16.01 Il socio può liberamente farsi rappresentare in assemblea anche da un soggetto non socio. La rappresentanza in assemblea deve essere conferita con delega scritta consegnata al delegato anche via telefax o via posta elettronica con firma digitale.

16.02 La regolarità della delega sarà accertata dal presidente dell'assemblea.

Art. 17. Quorum costitutivi e deliberativi.

17.01 L'assemblea delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 51% del capitale sociale.

Art. 18. Verbalizzazione.

18.01 Le decisioni dei soci devono constare da verbale redatto senza ritardo e sottoscritto dal presidente e dal segretario o, nei casi previsti dalla legge, dal notaio.

18.02 Il verbale relativo alle decisioni dei soci, anche se per atto pubblico, deve essere redatto senza ritardo nei tempi necessari per la rapida esecuzione degli obblighi di deposito o di pubblicazione e deve essere trascritto tempestivamente a cura dell'organo amministrativo nel libro delle decisioni dei soci ai sensi dell'art. 2478 del codice civile.

Art. 19. Presidenza.

19.01 L'assemblea dei soci è presieduta dall'Amministratore Unico e dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in caso di sua assenza o di impedimento, dall'amministratore più anziano di età o da persona designata dagli intervenuti.

19.02 Il presidente ha pieni poteri per accertare il diritto dei soci a partecipare all'assemblea, in proprio o per delega, per constatare se essa sia regolarmente costituita e possa deliberare, per stabilire le modalità di votazione, per regolare la discussione sugli argomenti all'ordine del giorno.

Titolo IV. Dell'amministrazione della società

Art. 20. Organo amministrativo.

20.01 La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

a. da un Amministratore Unico;

b. da un Consiglio di Amministrazione composto da due o più membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina;

c. da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un Consiglio di Amministrazione.

20.2 Per organo amministrativo si intende l'Amministratore Unico, oppure il Consiglio di Amministrazione, oppure l'insieme di amministratori cui sia affidata congiuntamente o disgiuntamente l'amministrazione.

20.3 Gli amministratori possono essere anche non soci.

20.4 Si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 c.c.

Art. 21. Durata della carica, revoca e cessazione.

21.01 Gli amministratori durano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina.

21.02 Gli amministratori sono rieleggibili.

21.03 Se, per qualsiasi ragione, nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli e gli amministratori così nominati restano in carica sino alla nomina del sostituto da parte dei soci.

Art. 22. Consiglio di amministrazione.

22.01 Il consiglio di amministrazione elegge tra i suoi membri il presidente a maggioranza assoluta dei componenti, a meno che la funzione di presidenza sia attribuita ad uno degli amministratori all'atto della loro nomina; con la medesima

maggioranza possono essere nominati anche uno o più vice presidenti cui sono attribuiti poteri di sostituzione del presidente in caso di sua assenza o impedimento, secondo le modalità stabilite all'atto della loro nomina.

22.02 Il presidente del consiglio di amministrazione verifica la regolarità della costituzione del consiglio, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola lo svolgimento ed accerta i risultati delle votazioni.

22.03 Le decisioni del consiglio di amministrazione possono essere adottate, ad eccezione di quelle indicate all'art. 24.05, a cura e controllo del presidente, anche mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto degli amministratori a condizione che dai documenti sottoscritti risulti con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa.

22.04 La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso scritto non è soggetta a particolari vincoli purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

22.05 La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori.

22.06 La consultazione scritta o il consenso espresso possono essere fatti per telefax o per posta elettronica e la sottoscrizione dei documenti può essere fatta anche in forma digitale.

22.07 Le decisioni del consiglio di amministrazione, assunte mediante consultazione scritta ovvero consenso scritto, sono prese col voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

22.08 Le decisioni del consiglio di amministrazione devono essere trascritte senza indugio nel libro del consiglio di amministrazione e la relativa documentazione è conservata dalla Società.

Art. 23. Riunioni e delibere del consiglio di amministrazione.

23.01 Il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

23.02 La convocazione avviene a mezzo avviso spedito a tutti gli amministratori, sindaci effettivi e revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo, l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno.

23.03 Il consiglio di amministrazione si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

23.04 Il consiglio di amministrazione è comunque validamente costituito anche nel caso in cui non siano rispettate le formalità suddette, quando intervengano tutti i consiglieri in carica, i sindaci effettivi e il revisore, se nominati.

23.05 Le riunioni del consiglio di amministrazione, qualora il presidente ne accerti la necessità, possono essere validamente tenute in videoconferenza o in audioconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

a) che sia consentito al presidente identificare i partecipanti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

b) che sia consentito agli intervenuti di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale nella trattazione degli argomenti discussi nonché di visionare, ricevere e trasmettere documenti. Verificandosi tali presupposti, la riunione del consiglio si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente e dove pure deve trovarsi il segretario della riunione, ove richiesto.

23.06 Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione si richiede la presenza della maggioranza dei membri in carica e le delibere sono prese a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. Le materie di cui all'art. 24.05 devono essere adottate con la maggioranza dei 5/6 (cinque sestimi) dei componenti del consiglio di amministrazione.

23.07 In caso di parità di voti, prevarrà il voto del presidente.

23.08 Delle delibere della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario all'uopo nominato, che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 24. Poteri dell'organo amministrativo.

24.01 L'organo amministrativo è investito della gestione della Società fatta eccezione per le materie riservate, statutariamente o per legge, alla decisione dei soci.

24.02 Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, questo, fatto salve le materie di cui all'art. 24.05, può delegare tutto o parte dei suoi poteri ad alcuni dei suoi componenti ovvero ad uno o più dei suoi componenti anche disgiuntamente determinandone con il medesimo atto di delega il contenuto della stessa.

24.03 Nel caso di consiglio di amministrazione formato da due membri, qualora gli amministratori non siano d'accordo circa la eventuale revoca di uno degli amministratori delegati, entrambi i membri del consiglio decadono dalla carica e devono sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo.

24.04 Nel caso di nomina di più amministratori, al momento della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina, in ordine

alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli amministratori disgiuntamente tra loro.

Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione, salvi i casi in cui si renda necessario agire con urgenza per evitare un danno alla società.

24.05 Spettano in ogni caso, all'esclusiva competenza dell'organo amministrativo, oltre che le attribuzioni indicate negli articoli 2420-ter, 2423, 2443, 2446, 2447, 2501-ter e 2506-bis del codice civile, la competenza a deliberare sulle seguenti materie:

- a) l'emissione di titoli di debito;
- b) l'assunzione di finanziamenti o mutui ipotecari, anche sotto forma di apertura di credito; emissione di pagherò cambiari, accettazione di tratte passive;
- c) acquisto o alienazione di beni immobili nonché costituzione, modificazione ed estinzione di diritti reali immobiliari;
- d) acquisto o cessione di azienda o di rami di azienda anche in affitto, costituzione di società, consorzi, enti collettivi ivi comprese le associazioni temporanee di imprese.

Art. 25. Rappresentanza della società.

25.01 La rappresentanza della Società spetta all'Amministratore Unico, al Presidente del Consiglio di Amministrazione nonché, nel caso di nomina ai sensi dell'art. 24.02, ai consiglieri delegati ed agli amministratori, nell'ipotesi in cui non costituiscano un consiglio, i quali la eserciteranno, congiuntamente o separatamente nel rispetto dei poteri congiunti o disgiunti ad essi attribuiti.

25.02 La rappresentanza della Società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori nei limiti dei poteri loro attribuiti.

Art. 26. Compenso.

26.01 Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sopportate in ragione del loro ufficio.

26.02 Con decisione dei soci, per ogni esercizio, può altresì essere assegnato un compenso agli amministratori; agli stessi può inoltre essere attribuita un'indennità di cessazione di carica; il tutto anche sotto forma di attribuzione di partecipazione agli utili.

26.03 In mancanza di determinazione del compenso, si intende che gli amministratori vi abbiano rinunciato.

Titolo V. Del controllo sociale

Art. 27. Controllo dei soci.

27.01 I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto ad avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali e i documenti relativi all'amministrazione.

Art. 28. Controllo legale dei conti.

28.01 La società può nominare il collegio sindacale e/o il revisore.

28.02 Nei casi previsti dall'art. 2477, secondo e terzo comma del codice civile, la nomina del collegio sindacale è obbligatoria.

Art. 29. Composizione, durata e compenso del collegio sindacale.

29.01 Il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e due supplenti.

29.02 Il presidente del collegio è nominato dai soci, in occasione della nomina dello stesso collegio.

29.03 Nei casi di obbligatorietà della nomina, tutti i sindaci devono essere revisori contabili iscritti nel registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

29.04 Il collegio sindacale dura in carica tre esercizi e scadranno alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

Art. 30. Competenze e doveri del collegio sindacale.

30.01 Il collegio sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli articoli 2403 e 2403-bis del codice civile ed esercita, quando non sia stato nominato il revisore, il controllo contabile della società.

30.02 Si applicano le disposizioni di cui agli articoli 2406, 2407 e 2408, primo comma del codice civile.

30.03 Delle riunioni del collegio deve redigersi verbale che deve essere trascritto nel libro delle decisioni del collegio sindacale e sottoscritto dagli intervenuti.

30.04 Le delibere del collegio sindacale devono essere prese a maggioranza assoluta dei presenti.

30.05 Il sindaco dissenziente ha diritto di fare iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

30.06 I sindaci devono assistere alle adunanze delle assemblee dei soci ed alle adunanze del consiglio di amministrazione.

30.07 Il collegio dei sindaci deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. La riunione potrà tenersi anche per audioconferenza o videoconferenza; in tal caso si applicano le disposizioni previste dal presente statuto per le adunanze del consiglio di amministrazione di cui al punto 23.05.

Art. 31. Revisore.

31.01 Qualora, in alternativa al collegio sindacale e fuori dei casi di obbligatorietà dello stesso, la società nomini per il controllo contabile un revisore, questi deve essere iscritto al registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

31.02 Si applicano al revisore le medesime norme previste per lo stesso in tema di società per azioni.

Titolo VI. Del bilancio e degli utili**Art. 32. Esercizio sociale.**

32.01 L'esercizio sociale si chiude il 31 dicembre di ogni anno.

32.02 Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo procede alla formazione del bilancio a norma di legge.

32.03 Il bilancio va approvato dai soci entro il termine di 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro 180 (centoottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale se la società è tenuta alla redazione del bilancio consolidato o quando lo richiedano particolari esigenze derivanti dalla struttura o dall'oggetto della società.

32.04 Il bilancio approvato dai soci deve essere depositato nel registro delle imprese entro 30 (trenta) giorni dall'approvazione insieme con l'elenco dei soci e degli altri titolari di diritto sulle partecipazioni.

Art. 33. Utili.

33.01 Gli utili netti, dedotta la parte da destinare alla riserva legale, saranno distribuiti, salvo diversa decisione dei soci. La distribuzione ai soci sarà comunque proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Titolo VI. Disposizioni finali**Art. 34. Scioglimento.**

34.01 La società si scioglie per le cause previste dall'art. 2484 del codice civile.

34.02 In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di 60 (sessanta) giorni dal loro verificarsi.

34.03 Addivenendosi, in qualsiasi tempo e per qualunque causa, allo scioglimento della società l'assemblea dei soci nominerà uno o più liquidatori e determinerà: (i) le modalità della liquidazione; (ii) il numero dei liquidatori; (iii) in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio; (iv) coloro a quali spetta la rappresentanza; (v) i criteri e le modalità in base alle quali deve svolgersi la liquidazione; (vi) gli eventuali limiti ai poteri dei liquidatori.

34.04 L'assemblea dei soci può revocare o sostituire i liquidatori ed estendere o restringere i loro poteri.

Art. 35. Clausola Arbitrale.

35.01 Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un collegio arbitrale, composto di tre arbitri, tutti nominati dalla Camera Arbitrale costituita presso la Camera di Commercio del luogo in cui ha sede la società, la quale dovrà provvedere alla nomina entro dieci giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente. Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta, dalla parte più diligente, al presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

Gli arbitri così nominati designeranno il presidente del collegio arbitrale. La sede del collegio arbitrale sarà presso il domicilio del presidente del collegio arbitrale.

35.02 Il collegio arbitrale dovrà decidere entro novanta giorni dalla nomina. Il collegio arbitrale deciderà in via irrituale secondo equità.

35.03 Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni del collegio arbitrale vincoleranno le parti.

35.04 Il collegio arbitrale determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

35.05 Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale.

35.06 Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del decreto legislativo 17 gennaio 2003, n. 5.

35.07 La soppressione della presente clausola compromissoria deve essere approvata con delibera dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso.

Le modifiche del contenuto della presente clausola compromissoria devono essere approvate con delibera dei soci con la maggioranza prevista dall'art. 17 del presente statuto.

Art. 36. Norma di rinvio.

36.01 Per tutto quanto non previsto espressamente nel presente statuto, si fa riferimento alle vigenti norme di legge. In caso di contrasto tra le norme dell'atto costitutivo e quelle del presente statuto prevalgono queste ultime."

Neuvième résolution

L'assemblée, après avoir délibéré de confier l'administration de la société à un conseil d'administration, décide de nommer en tant que administrateurs de la société:

Madame Francesca NIERI, née à Milan, le 22 mars 1963, demeurant à I-20129 Milan, Via Eustachi, n. 11 (Italie),
Madame Luciana GROSSI, née à Milan, le 22 décembre 1931, demeurant à I-20129 Milan, Via Ramazzini, n. 1 (Italie),
qui resteront en fonction jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

Dixième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Carlo TAGINI, né à Milan, le 10 décembre 1967, demeurant à I-20155 Milan, Via Tavazzano, n. 12 (Italie), tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle leur donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: RIES-BONANI - SCHEIFER-GILLEN - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 mai 2009. Relation GRE/2009/1845. Reçu soixante-quinze euros 75,- €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 mai 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009068575/231/529.

(090080827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Centennial (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 120.255.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55334 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009068449/211/12.

(090080385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Nextstep Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.132.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009068436/10.

(090079632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2009.

Sand Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 36.205.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2009.

Alex WEBER
Notaire

Référence de publication: 2009068434/236/12.

(090080443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

iBO Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 145.742.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2009.

Alex WEBER
Notaire

Référence de publication: 2009068431/236/12.

(090080432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Reinet Fund S.C.A., F.I.S., Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 141.613.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2009.

Henri HELLINCKX
Notaire

Référence de publication: 2009068426/242/12.

(090080344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

IM Art-online & IM Consulting, Société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 30, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 115.380.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER
Notaire

Référence de publication: 2009068453/236/11.

(090080413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Alcanjane S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7244 Bereldange, 2, rue de la Paix.
R.C.S. Luxembourg B 143.007.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3 juin 2009.
Pour copie conforme
Pour la société
Maître Jean SECKLER
Notaire

Référence de publication: 2009068446/231/14.

(090080669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

LSF5 Hockey Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.944.875,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 133.876.

In the year two thousand and nine, on the twelfth of May.

Before US Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 91.796, represented by Mr Philippe Detournay, here represented by Mr Paul Berna, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg, on 11 May 2009;

(the Sole Shareholder).

Which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of the limited liability company (société à responsabilité limitée) denominated "LSF5 Hockey Holdings II S.à r.l." (the Company), established under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 133 876, having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of notary Maître Martine Schaeffer dated 9 November 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 2980 of 21 December 2007, that has been amended since and for the last time by a deed of Maître Martine Schaeffer dated 26 August 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 2312 of 23 September 2008.

The Sole Shareholder acknowledges that the present extraordinary general meeting is regularly constituted and that it may validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to increase the share capital of the Company by an amount of EUR40,000 (forty thousand euro) to raise it from its current amount of EUR2,904,875 (two million nine hundred four thousand eight hundred and seventy-five euro) to an amount of EUR2,944,875 (two million nine hundred forty-four thousand eight hundred and seventy-five euro) by the issuance of 320 (three hundred and twenty) new ordinary shares; and

2. Amendment of article 6 of the articles of association.

This having been declared, the Shareholder, represented as stated above, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company from its current amount of EUR2,904,875 (two million nine hundred four thousand eight hundred and seventy-five euro) represented by 23,239 (twenty-three thousand two hundred and thirty-nine) ordinary shares having a nominal value of EUR125 (one hundred and twenty-five euro) each, by an amount of EUR40,000 (forty thousand euro) to an amount of EUR2,944,875 (two million nine hundred forty-four thousand eight hundred and seventy-five euro) represented by 23,559 (twenty-three thousand five hundred and fifty-nine) ordinary shares by the issuance of 320 (three hundred and twenty) new ordinary shares.

All the 320 (three hundred and twenty) new ordinary shares to be issued have been fully subscribed and paid up in cash by Lone Star Capital Investments S.à r.l. so that the total amount of EUR40,000 (forty thousand euro) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

As a consequence of the share capital increase, Lone Star Capital Investments S.à r.l. holds all the 23,559 (twenty-three thousand five hundred and fifty-nine) ordinary shares of the Company.

Second resolution

As a consequence of the first resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company, which shall be henceforth reworded as follows in its English version:

" **Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR2,944,875 (two million nine hundred forty-four thousand eight hundred and seventy-five euro), represented by 23,559 (twenty-three thousand five hundred and fifty-nine) shares having a nominal value of EUR125 (one hundred and twenty-five euro) each."

Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing parties, said person appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mil neuf, le douze mai.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire, résidant à Luxembourg,

A COMPARU:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 91.796, représentée par Monsieur Philippe Detournay, ici représentée par Me Paul Berna, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 11 mai 2009;

(l'Associé Unique).

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera attachée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu'il représente la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée "LSF5 Hockey Holdings II S.à r.l." (la Société), société de droit luxembourgeois, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133 876, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, constituée selon acte du notaire Maître Martine Schaeffer du 9 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 2980 du 21 décembre 2007, modifié pour la dernière fois par un acte de Maître Martine Schaeffer, daté du 26 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 2312 du 23 septembre 2008.

L'Associé Unique déclare que la présente assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital de la Société par un montant de EUR40.000 (quarante mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR2.904.875 (deux millions neuf cent quatre mille huit cent soixante-quinze euros) à un montant de EUR2.944.875 (deux millions neuf cent quarante-quatre mille huit cent soixante-quinze euros) par voie d'émission de 320 (trois cent vingt) nouvelles parts sociales ordinaires; et

2. Modification de l'article 6 des statuts.

Ceci ayant été déclaré, l'Associé Unique représenté comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR2.904.875 (deux millions neuf cent quatre mille huit cent soixante-quinze euros) représenté par 23.239 (vingt-trois mille deux cent trente-neuf) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de EUR125 (cent vingt-cinq euros), par apport d'un montant de EUR40.000 (quarante mille euros), à un montant de EUR2.944.875 (deux millions neuf cent quarante-quatre mille huit cent soixante-quinze euros) représenté par 23.559 (vingt-trois mille cinq cent cinquante-neuf) parts sociales ordinaires, par voie d'émission de 320 (trois cent vingt) nouvelles parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR125 (cent vingt-cinq euros) chacune.

Toutes les 320 (trois cent vingt) nouvelles parts sociales ordinaires à émettre ont été intégralement souscrites et libérées en numéraire par Lone Star Capital Investments S.à r.l., de sorte que la somme de EUR40.000 (quarante mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Suite à cette augmentation de capital, Lone Star Capital Investments S.à r.l. détient 23.559 (vingt-trois mille cinq cent cinquante-neuf) parts sociales de la Société.

Deuxième résolution

Suite à la première résolution, l'Associé Unique de la Société décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société, dont la version française aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à la somme de EUR2.944.875 (deux millions neuf cent quarante-quatre mille huit cent soixante-quinze euros) représenté par 23.559 (vingt-trois mille cinq cent cinquante-neuf) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR125 (cent vingt-cinq euros) chacune."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci, par son mandataire, a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. Berna et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 mai 2009. Relation: LAC/2009/18967. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009068897/5770/122.

(090081155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2009.

T.B.O. Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9654 Gruemmelscheid, 60, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg B 95.846.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 MAI 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009068509/10.

(090079780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2009.

Immo Garant S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4810 Rodange, 249, rue du Clopp.

R.C.S. Luxembourg B 83.285.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2009.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2009068458/236/12.

(090080517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

CETP UC4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 114.357.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55335 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009068451/211/12.

(090080401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

CIH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 61.990.

—
In the year two thousand and nine, on the twelfth day of May.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

CAPITAL INVESTMENT HOLDINGS LTD. a private limited company organized under the laws of Malta, having its registered office at 5/2, Merchants Street, Valletta, VLT10 Malta,

here represented by Mrs Laetitia CARIAUX, private employee, with professional address at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, through its attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole present partner of the private limited company (société à responsabilité limitée) CIH S.à r.l., having its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B number 61.990, incorporated by deed of Maître Gérard LECUIT, notary then residing in Hesperange (Grand Duchy of Luxembourg) and now in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on November 11, 1997, published in the Mémorial C number 155 dated March 16, 1998,

and that the appearing party has taken the following resolutions:

First resolution

Article two of the articles of association is amended and will have henceforth the following wording:

" **Art. 2.** The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad."

Second resolution

Adoption by the company of two categories of managers, respectively managers of the category A and managers of the category B, and remodelling of the company's articles of association which will henceforth have the following wording:

" **Art. 1.** There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is CIH S.à r.l.

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

Art. 4. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the city by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (12,500.- EUR) represented by five hundred (500) share quotas of twenty-five Euro (25.- EUR) each.

When and as long as all the share quotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own share quotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The share quotas are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share quota. If a share quota is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share quota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the share quotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of share quotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of share quotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the share quotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the category A and manager(s) of the category B.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties in all other matters by the joint signatures of a manager of the category A together with a manager of the category B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole or joint signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company. Each year five percent (5%) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 19. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the share quotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 20. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 21. Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure."

Third resolution

The mandate of Mr Ronald BOSCHETTO as manager for an unlimited period is confirmed and the category A is attributed to the latter.

Fourth resolution

Discharge is given to the resigning manager, Mr Jean FELL, for the performance of his mandate.

Fifth resolution

The number of managers is increased from 2 (two) to 3 (three).

Sixth resolution

The following persons are appointed as managers of the category B for an unlimited period:

- Mr Georges SCHEUER, company director, born in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on June 5, 1967, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
- Mr Jean-Christophe DAUPHIN, company director, born in Nancy (France), on November 20, 1976, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately eight hundred and seventy-five Euro.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above attorney, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same attorney and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le douze mai.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

CAPITAL INVESTMENT HOLDINGS LTD, une société à responsabilité limitée de droit maltais, ayant son siège social au 5/2, Merchants Street, Valletta, VLT10 Malte,

ici représentée par Madame Laetitia CARIAUX, employée privée, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la comparante est la seule et unique associée actuelle de la société à responsabilité limitée CIH S.à r.l., ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B numéro 61.990, constituée par acte de Maître Gérard LECUIT, notaire alors de résidence à Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg) et maintenant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 11 novembre 1997, publié au Mémorial C numéro 155 du 16 mars 1998,

et que la comparante a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'article deux des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger."

Deuxième résolution

Adoption par la société de deux catégories de gérants, respectivement des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B, et refonte des statuts de la société qui auront dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de CIH S.à r.l.

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la ville par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extra-judiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles ou conjointes, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 21. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile."

Troisième résolution

Le mandat de Monsieur Ronald BOSCHETTO comme gérant pour une durée indéterminée est confirmé et la catégorie A est attribuée à ce dernier.

56711

Quatrième résolution

Décharge est donnée au gérant démissionnaire, Monsieur Jean FELL, pour l'exercice de son mandat.

Cinquième résolution

Le nombre des gérants est augmenté de 2 (deux) à 3 (trois).

Sixième résolution

Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la catégorie B pour une durée indéterminée:

- Monsieur Georges SCHEUER, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1967, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

- Monsieur Jean-Christophe DAUPHIN, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 20 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de huit cent soixante-quinze euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: CARIAUX - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 mai 2009. Relation GRE/2009/1840. Reçu soixante-quinze euros 75,- €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 3 juin 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009068566/231/348.

(090080428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

NTLUX, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 135.931.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3 juin 2009.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Jean SECKLER

Notaire

Référence de publication: 2009068448/231/14.

(090080352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Optilens Handels- und Verwaltungsgesellschaft GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 120.393.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3. Juni 2009.
 Für gleichlautende Abschrift
 Für die Gesellschaft
 Maître Jean SECKLER
 Notar

Référence de publication: 2009068445/231/14.

(090080654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Thes International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 146.299.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendneun, den fünfzehnten Mai.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg),

versammelt sich die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft Thes International N.V., mit Sitz in Curaçao, Niederländische Antillen, mit Adresse in Kaya Richard J. Beaujon Z/N, Curaçao, Niederländische Antillen, eingetragen im Handelsregister von Curaçao unter der Nummer 8943 (0), welche gegründet wurde am 16. Januar 1976.

Die Sitzung wird unter dem Vorsitz von Herrn Cornelius Martin BECHTEL, Privatangestellter, beruflich wohnhaft in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, eröffnet.

Der Vorsitzende bestimmt Herrn Claude CRAUSER, Privateangestellter, beruflich wohnhaft in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, zum Sekretär.

Die Generalversammlung erwählt Herrn Ronald VREIJSEN, Steuerberater, wohnhaft NL-Roozendaal.

Die in dieser Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre, sowie die Zahl der in ihrem Besitz befindlichen Aktien wurden in eine Anwesenheitsliste eingetragen, welche von den anwesenden Aktionären und den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterzeichnet wurde.

Die Mitglieder der Generalversammlung erklären, dass sie sich auf diese Liste, welche die Mitglieder des Büros aufgestellt haben, beziehen.

Die erwähnte Anwesenheitsliste wird nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die Mitglieder des Büros und den unterzeichnenden Notar von diesem aufbewahrt werden.

Die Vollmachten bleiben nach "ne varietur" Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten, die Mitglieder des Büros und den unterzeichnenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Vorsitzende erklärt und die Generalversammlung stellt fest:

A) Dass diese ausserordentliche Generalversammlung folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung

1) Verlegen des Gesellschaftssitzes von Curaçao, Niederländische Antillen, nach L-1420 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg, 5, avenue Gaston Diderich, Annahme der luxemburger Nationalität, des Namens Thes International S.A., als Ort und Datum der jährlichen Generalversammlung Luxembourg, den 15. Mai um 9.00 Uhr, sowie folgender der luxemburger Gesetzgebung angepasste Satzung in deutscher und englischer Sprache, wobei die deutsche Version im Falle von Abweichungen massgebend sein wird.

"Titel I - Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Unter der Bezeichnung Thes International S.A. wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt.

Er darf durch Verwaltungsratsbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Natur eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Dieser Beschluss soll jedoch die luxemburgische Staatsangehörigkeit nicht beeinflussen. Die Sitzverlegung soll Drittpersonen durch das Organ der Gesellschaft mitgeteilt werden, welches unter den gegebenen Umständen hierzu am besten befähigt ist.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräußerung von Beteiligungen in irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften. Sie kann auch Anleihen aufnehmen und den

Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Des weiteren kann die Gesellschaft alle sonstigen Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder sonst wie, und dieselben durch Verkauf, Tausch oder sonst wie veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und Lizenzen, sowie davon abgeleitete oder dieselben ergänzende Rechte erwerben, verwerten und veräußern.

Zweck der Gesellschaft ist außerdem der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräußerung von sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gelegenen Immobilien.

Generell kann die Gesellschaft alle kaufmännische, gewerbliche und finanzielle Geschäfte beweglicher und unbeweglicher Natur tätigen, die obengenannte Zwecke fördern oder ergänzen.

Titel II - Kapital, Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt fünf und vierzig tausend vier hundert Euro (EUR 45.400,-) aufgeteilt in vier hundert vier und fünfzig (454) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Euro (EUR 1.000,-).

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer je Aktie an. Wenn eine oder mehrere Aktie(n) gemeinschaftlich besessen werden oder wenn das Eigentum dieser Aktie(n) bestritten wird, dann müssen diejenigen, die ein Recht auf diese Aktie(n) fordern, eine Person bestimmen, welche diese Aktie(n) der Gesellschaft gegenüber vertritt. Andernfalls sind die Rechte aus dieser/ diesen Aktie(n) ausgesetzt.

Titel III - Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche keine Aktionäre sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären anlässlich einer Generalversammlung ernannt. Die Generalversammlung bestimmt ihre Vergütung sowie die Laufzeit ihres Mandates. Diese Laufzeit darf sechs Jahre nicht überschreiten und die Verwaltungsratsmitglieder bleiben bis zur Wahl ihrer Nachfolger im Amt. Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen für mehrere aufeinander folgende Laufzeiten wiedergewählt werden.

Wenn anlässlich einer Generalversammlung festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur mehr einen Aktionär hat, dann darf der Verwaltungsrat bis zur nächsten jährlichen Generalversammlung, anlässlich welcher festgestellt wird, dass die Gesellschaft wiederum mehr als einen Aktionär hat, auf ein Mitglied begrenzt sein.

In diesem Fall übt das alleinige Verwaltungsratsmitglied die Befugnisse des Verwaltungsrates aus.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates darf zu jeder Zeit mit oder ohne Angabe von Gründen durch die Generalversammlung abberufen werden.

Wird ein Verwaltungsratsmandat durch den Tod eines Verwaltungsratsmitgliedes, seine Versetzung in den Ruhestand oder sonstwie frei, dann darf dieses Mandat provisorisch bis zur nächsten Generalversammlung gemäss den geltenden gesetzlichen Bestimmungen besetzt werden.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wird unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Wenn dieser verhindert ist, wird er durch das älteste Verwaltungsratsmitglied ersetzt.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder vom ältesten Verwaltungsratsmitglied, falls dieser verhindert ist, so oft einberufen wie es das Interesse der Gesellschaft verlangt. Er muss einberufen werden, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder dies fordern.

Jedes Verwaltungsratsmitglied darf sich anlässlich jeder Sitzung des Verwaltungsrates durch ein anderes Mitglied, welches es schriftlich durch Telegramm, Telex oder Fax bestimmt hat, vertreten lassen. Jedes Verwaltungsratsmitglied darf einen oder mehrere Kollegen vertreten.

Der Verwaltungsrat kann nur beraten und rechtsgültig handeln, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Verwaltungsrates müssen von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder angenommen werden. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden entscheidend.

Verwaltungsratsbeschlüsse dürfen auch im Zirkularverfahren getroffen werden, wobei die Unterschriften der verschiedenen Mitglieder auf mehrere Exemplaren des schriftlichen Beschlusses gesetzt werden dürfen.

Jedes Verwaltungsratsmitglied darf an einer Verwaltungsratsitzung per Telefon-, Videokonferenzschaltung oder andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, welche allen Teilnehmern erlauben, sich gegenseitig zu hören. Die Teilnahme an einer Sitzung aufgrund dieser Mittel ist mit einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleichzusetzen.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig verpflichtet oder im Falle eines Verwalters durch dessen Einzelunterschrift. Im Falle der Befugnisübertragung oder Vollmachterteilung durch den Verwaltungsrat im Rahmen des Artikels 10 dieser Satzung müssen spezielle Beschlüsse über die Unterschriftsberechtigung vorliegen.

Art. 10. Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, welche delegierte Verwaltungsratsmitglieder genannt werden, übertragen.

Der Verwaltungsrat darf ebenfalls die Führung der Gesellschaft oder einer Einzelabteilung einem oder mehreren Direktoren übertragen und Spezialvollmachten für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Bevollmächtigten erteilen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Art. 11. Streitfälle, an denen die Gesellschaft als Kläger oder Beklagter beteiligt ist, werden im Namen der Gesellschaft vom Verwaltungsrat abgewickelt, welcher durch seinen Vorsitzenden oder durch das speziell für diesen Zweck bestimmte Verwaltungsratsmitglied vertreten wird.

Titel IV - Aufsicht

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche die Generalversammlung der Aktionäre ernannt. Die Generalversammlung bestimmt außerdem ihre Zahl und ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Titel V - Generalversammlung

Art. 13. Die Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die ausgedehntesten Befugnisse, um Anweisungen zu geben und Handlungen im Zusammenhang mit Operationen der Gesellschaft auszuführen und zu ratifizieren, insofern diese Satzung keine gegenteiligen Bestimmungen diesbezüglich enthält.

Die jährliche Generalversammlung wird in Luxemburg am fünfzehnten Mai um 9.00 Uhr an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort stattfinden.

Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, dann wird die Generalversammlung am darauffolgenden Arbeitstag stattfinden.

Andere Generalversammlungen dürfen an dem in dem jeweiligen Einberufungsschreiben angegebenen Ort und Datum stattfinden.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär darf an Generalversammlungen teilnehmen indem er einer anderen Person schriftlich, per Fax, E-mail oder jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel Vollmacht erteilt.

Wenn alle Aktionäre in der Generalversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, die Tagesordnung zu kennen, dann darf die Versammlung ohne Einberufungsschreiben oder vorherige Veröffentlichung erfolgen.

Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, dann übt dieser die Befugnisse der Generalversammlung aus.

Titel VI - Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 14. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 15. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Unkosten und der Abschreibungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Titel VII - Auflösung, Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann durch einen Generalversammlungsbeschluss der Aktionäre aufgelöst werden. Ein oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, führen die Liquidation durch.

Titel VIII - Allgemeine Bestimmungen

Art. 17. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

2) Beenden des Mandats des Verwaltungsrats, der Gesellschaft "The United Trust Company N.V." mit Sitz in Kaya Richard Beaujon Z/N, Curaçao, Niederländische Antillen, sowie Beschlussfassung über seine Entlastung.

3) Berufung der Herren Jean FELL, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 9. April 1956 in Echternach, beruflich wohnhaft in L-1420 Luxemburg, 5, avenue Gaston Diderich, Cornelius Martin BECHTEL, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 11. März 1968 in Emmerich, Deutschland, beruflich wohnhaft in L-1420 Luxemburg, 5, avenue Gaston Diderich, sowie Claude CRAUSER, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 22. April 1981 in Luxembourg, beruflich wohnhaft in L-1420 Luxemburg, 5, avenue Gaston Diderich, in den Verwaltungsrat bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014.

4) Ernennung des Herrn Cornelius Martin BECHTEL zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates.

5) Ernennung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Kohnen & Associates S.à r.l., H.G.R. Luxemburg B114.190, mit Sitz in L-2168 Luxemburg, 66, rue Marie-Adelaide, zum Kommissar bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014.

6) Verschiedenes.

B) Dass in dieser Generalversammlung das gesamte Kapital anwesend oder vertreten ist, so dass sie ordnungsgemäss zusammengesetzt ist und rechtsgültig über die Tagesordnungspunkte befinden darf.

C) Dass von dem üblichen Einberufungsverfahren abgesehen werden konnte, da die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, welche alle Aktien halten, sich als ordnungsgemäss einberufen ansehen und des Weiteren erklären, dass sie über die Tagesordnung, welche ihnen im Voraus unterbreitet wurde, in Kenntnis gesetzt worden sind.

Daraufhin schneidet die Generalversammlung die Tagesordnung an und fasst nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, den Gesellschaftssitz von Curaçao, Niederländische Antillen, nach L-1420 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, 5, avenue Gaston Diderich, zu verlegen, die Luxemburger Nationalität, den Namen Thes International S.A., als Ort und Datum der jährlichen Generalversammlung Luxemburg, den 15. Mai um 9.00 Uhr, sowie die in Punkt 1) der Tagesordnung festgehaltene Satzung in deutscher und englischer Sprache anzunehmen, wobei die deutsche Version im Falle von Abweichungen massgebend sein wird.

Ein Bericht ist vom unabhängigen Wirtschaftsprüfer GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., mit Sitz in L-8308 Capellen, 83, Pafbruch, vertreten durch Herrn Marco CLAUDE, erstellt worden und bestätigt, dass der Nettowert der Aktiva der Gesellschaft mindestens gleich dem Kapital von fünf und vierzig tausend vier hundert Euro (EUR 45.400,-) ist.

Dieser Bericht schlussfolgert:

"Conclusion

Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the Company is not in relation with the amount of the subscribed share capital.

This report is only issued in accordance with article 26-1 of the Luxembourg law on commercial companies and meant to the Board of Directors and to the Notary. This report cannot be used for any other document than the Meeting of Shareholders agreeing on the transfer of the registered office of the Company without our prior approval.

Luxembourg, May 14, 2009."

Nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die Mitglieder des Büros und den unterzeichnenden Notar wird dieser Bericht gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Zwischenbilanz der Gesellschaft vom 31. März 2009, welche "ne varietur" durch die Mitglieder des Büros und den unterzeichnenden Notar unterzeichnet worden ist und einen Nettowert der Aktiva von fünf und vierzig tausend vier hundert Euro (EUR 45.400,-) ausweist, wird ebenfalls gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds, der Gesellschaft The United Trust Company N.V., mit Sitz in Caya Richard J. Beaujon Z/N, Curaçao, Niederländische Antillen, zu beenden und ihr volle und uneingeschränkte Entlastung für ihre Verwaltungstätigkeit zu erteilen.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, die Herren Jean FELL, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 9. April 1956 in Echternach, Grossherzogtum Luxemburg, beruflich wohnhaft in L-1420 Luxemburg, 5, avenue Gaston Diderich, Cornelius Martin BECHTEL, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 11. März 1968 in Emmerich, Deutschland, beruflich wohnhaft in L-1420 Luxemburg, 5, avenue Gaston Diderich, sowie Claude CRAUSER, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 22. April 1981 in Luxembourg, beruflich wohnhaft in L-1420 Luxemburg, 5, avenue Gaston Diderich, in den Verwaltungsrat bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014 zu berufen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, Herrn Cornelius BECHTEL zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu ernennen.

56716

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, die Gesellschaft mit beschränkter Haftung Kohnen & Associés S.à r.l., H.G.R. Luxemburg Nummer B114.190, mit Sitz in L-2128 Luxemburg, 66, rue Marie-Adelaïde, zum Kommissar bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014 zu ernennen.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt ein tausend zwei hundert fünfzig Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Sitzung aufgehoben.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher die deutsche und die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des Bevollmächtigten diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung. Auf Antrag desselben Bevollmächtigten und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Version massgebend.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienenen Parteien, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde zusammen mit dem Notar unterschrieben.

Follows the English version of the present deed

In the year two thousand and nine, on the fifteenth of May.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company Thes International N.V., with registered office at Curaçao, The Netherlands Antilles, with address at Kaya Richard J. Beaujon Z/N, Curaçao, The Netherlands Antilles, entered in the company register of Curaçao under number 8943 (0), incorporated on January 16, 1976.

The meeting is opened by Mr Cornelius BECHTEL, private employee, residing professionally at L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, being in the chair.

The chairman appoints as secretary Mr Claude CRAUSER, private employee, residing professionally at L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

The meeting elects as scrutineer Mr Ronald VREIJSEN, tax consultant, residing at NL-Roozendaal.

The shareholders present or represented at this meeting as well as the number of shares owned by them are shown on an attendance list, which has been signed by the shareholders present and by the proxy holders of the represented shareholders.

The members of the general meeting declare that they refer to said list which has been established by the members of the board of the meeting.

This attendance list, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will be kept at the latter's office.

The proxies signed "ne varietur" by the proxy holders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

The chairman declares and the meeting ascertains:

A) That the agenda of this extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1) Transfer of the company's registered office from Curacao, The Netherlands Antilles, to L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, adoption of the Luxembourg nationality, of the name Thes International S.A., as place and date of the annual general meeting Luxembourg, the 15th of May at 9.00 a.m., as well as of the following articles of association adapted to the Luxembourg legislation in German and English; the German version prevailing in case of divergences.

"Title I. Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a public limited company (société anonyme) under the name of Thes International S.A.

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the city of Luxembourg by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared

to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Title II. Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at forty-five thousand four hundred Euro (EUR 45,400.-) divided into four hundred fifty-four (454) shares with a nominal value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) each.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are and remain in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the company.

The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Title III. Management

Art. 6. The company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, who need not be shareholders of the company. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting which shall determine their remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

If, at a general meeting of shareholders, it is noted that the company only has one shareholder, the composition of the board of directors may be limited to one sole director until the next annual general meeting at which it is noted that the company has (again) more than one shareholder.

In this case, the sole director exercises the powers devolving on the board of directors.

Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman. When he is prevented, he is replaced by the eldest director.

The board of directors convenes upon call by the chairman or by the eldest director, when the chairman is prevented, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

The board of directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie in votes, the vote of the chairman of the meeting will be decisive.

Board resolutions can also be taken by circular letter, the signatures of the different board members may be apposed on several exemplars of the board resolution in writing.

Any director may also participate in any meeting of the board of directors by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 8. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The corporation will be bound in any circumstances by joint signatures of two directors or in case of sole director by his sole signature. In case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association special decisions must have been reached concerning the authorized signature.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

The board of directors may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV. Supervision

Art. 12. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders, which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V. General meeting

Art. 13. The general meeting of shareholders of the company represents all the shareholders of the company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company, unless the present articles of association provide otherwise.

The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the seventeenth of May at 9.00 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and dates as may be specified in the respective notices of meeting.

Each share entitles one vote. Each shareholder may participate to the meetings of the shareholders by appointing in writing, by telecopy, email or any other similar means of communication, another person as his proxy-holder.

If all shareholders are present or represented at a meeting of the shareholders, and if they declare knowing the agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publication.

If the company only has one sole shareholder, the latter exercises the powers devolving on the general meeting.

Title VI. Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the corporation shall begin on January 1 and shall terminate on December 31 of the same year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders, which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto."

2) Termination of the mandates of the director, The United Trust Company N.V. with registered offices at Caya Richard J. Beaujon Z/N, Curaçao, Netherlands Antilles and discharge.

3) Appointment of Messrs. Jean FELL, company director, born on April 9, 1956 in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, Cornelius Martin BECHTEL, company director, born on March 11, 1968 in Emmerich, Germany, residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston

Diderich, Claude CRAUSER, company director, born on April 22, 1981 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, as directors until the end of the statutory general meeting of 2014.

4) Appointment of Mr Cornelius Martin BECHTEL as chairman of the board of directors.

5) Appointment of the private limited company Kohnen & Associés S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 114.190, with registered office at L-2128 Luxembourg, 66, rue Marie-Adelaïde, as statutory auditor until the end of the statutory general meeting of 2014.

6) Sundry.

B) That the whole capital is present or represented at the present meeting so that it is duly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

C) That the usual convening procedure could be disregarded because the present or represented shareholders, who hold all the shares, consider themselves as duly convened and declare furthermore that they have been advised about the agenda which has been submitted to them beforehand.

After the foregoing has been approved by the meeting, the latter has taken the following resolution unanimously:

First resolution

The general meeting decides to transfer the company's registered office from Curaçao, The Netherlands Antilles, to L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, to adopt the Luxembourg nationality, the name Thes International SA., as place and date of the annual general meeting Luxembourg, the 15th of May at 9.00 a.m., as well as the articles of association mentioned in point 1) of the agenda in German and English; the German version prevailing in case of divergence.

A report has been drawn up by the independent reviser GRANT THORNTON LUX AUDIT SA., with registered office in L-8308 Capellen, 83, Pafebruch, represented by Mr Marco CLAUDE, confirming that the net asset value of the company is at least equal to the capital of forty-five thousand four hundred Euro (EUR 45,400.-).

The conclusion of this report is as follows:

"Conclusion

Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the Company is not in relation with the amount of the subscribed share capital.

This report is only issued in accordance with article 26-1 of the Luxembourg law on commercial companies and meant to the Board of Directors and to the Notary. This report cannot be used for any other document than the Meeting of Shareholders agreeing on the transfer of the registered office of the Company without our prior approval.

Luxembourg, May 14, 2009."

The report, after having been signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The interim balance sheet of the company as of March 31, 2009, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary and showing a net asset value of forty-five thousand four hundred Euro (EUR 45,400.-), will also be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Second resolution

The general meeting decides to terminate the mandates of the director, The United Trust Company N.V., Caya Richard J. Beaujon Z/N, Curacao, Netherlands Antilles, and to give him discharge for the performance of its mandate.

Third resolution

The general meeting decides to appoint Messrs. Jean FELL, company director, born on April 9, 1956 in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, Cornelius Martin BECHTEL, company director, born on March 11, 1968 in Emmerich, Germany, residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, Claude CRAUSER, company director, born on April 22, 1981 in Luxembourg, professionally residing in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, as directors until the end of the statutory general meeting of 2014.

Fourth resolution

The general meeting decides to appoint Mr Cornelius Martin BECHTEL as chairman of the board of directors.

Fifth resolution

The general meeting decides to appoint the private limited company Kohnen & Associés S.à r.l., R.C.S. Luxembourg number B114.190, with registered office at L-2128 Luxembourg, 66, rue Marie-Adelaïde, as statutory auditor until the end of the statutory general meeting of 2014.

56720

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about one thousand two hundred and fifty Euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the attorney, the present deed is worded in German followed by an English translation. On request of the same attorney and in case of divergences between the German and the English text, the German version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, the appearing persons have signed together with us, the notary the present original deed.

Signé: BECHTEL - CRAUSER - VREIJSEN - J. SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 25 mai 2009, Relation GRE/2009/1902. Reçu soixante-quinze euros 75.- €

Le Receveur ff. (signé): HIRTT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 3 juin 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009068640/231/440.

(090080552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Axima Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 84.666.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55341 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009068421/211/12.

(090080521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

**Société Générale Securities Services Luxembourg, Société Anonyme,
(anc. EURO VL Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 90.050.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55340 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009068416/211/13.

(090080492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Boz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 101.587.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009068407/10.

(090080154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2009.

Triton III No. 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 143.898.

Le bilan au 31 mars 2009 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Triton III No. 7 S.à.r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009068648/13.

(090080924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

LLtd 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.050,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 106.757.

In the year two thousand and nine, on the twelfth of May.

Before US Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

LLtd 1 S.à.r.l., a Luxembourg private limited company, with registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse in L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 106.756, represented by Mr Robert Rountree, manager of the company, professionally residing in Paris (the Sole Shareholder), here represented by Mr Paul Berna, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg, on 11 May 2009.

Which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of the private limited company (société à responsabilité limitée) denominated "LLtd 2 S.à.r.l." (the Company), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 106.757, established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of notary Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, dated 14 March 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 710 of 19 July 2005 and that it wishes to hold an extraordinary general meeting on the following agenda:

Agenda

1. Increase of the Company's share capital by USD50 from its current amount of USD25,000 to USD25,050 by the issuance of 1 new share with a nominal value of USD50 and payment of a share premium of USD110,084,129.92;
2. Amendment of article 5 of the Company's articles of association in order to reflect the share capital increase.

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the nominal share capital of the Company by USD50 (fifty US Dollars) from its current amount of USD25,000 (twenty-five thousand US Dollars) to USD25,050 (twenty-five thousand and fifty US Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of USD50 (fifty US Dollars) and to pay a share premium of USD110,084,129.92 (one hundred ten million eighty-four thousand one hundred twenty-nine US Dollars and ninety-two cents).

Subscription and Payment

The appearing party declares that it wishes to subscribe to the increase of the share capital decided sub. 1, represented by 1 new share with a nominal value of USD50 and that it fully pays up such share having a nominal value of USD50, together with a share premium of USD110,084,129.92 to be allocated to the premium reserve of the Company, by a contribution in kind by the Sole Shareholder consisting of a perpetual interest free loan of a value of USD110,084,179.92 held against the Company.

56722

Valuation

The perpetual interest free loan is a loan granted by the Company's Sole Shareholder to the Company, which is validly contributed to the Company in the course of the present capital increase resolved before the undersigned notary. It results from an evaluation report issued on 11 May 2009 by the Company, represented by Mr Robert Rountree, manager, that "the perpetual interest free loan of USD110,084,179.92 is certain and currently outstanding, that LLtd 1 S.à r.l. is currently the sole owner of the perpetual interest free loan and it is entitled to dispose of it, that the perpetual interest free loan is freely transferable and therefore nothing opposes to the contribution of the perpetual interest free loan of USD110,084,179.92 to LLtd 2 S.à r.l.".

Such certificate, after signature "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

As a consequence of the first resolution the Sole Shareholder of the Company decides to amend article 5 of the articles of association of the Company, so that it shall read henceforth in its English version as follows:

" **Art. 5.** The Company's subscribed share capital is fixed at USD25,050 (twenty-five thousand and fifty US Dollars) represented by 501 (five hundred and one) shares with a nominal value of USD50 (fifty US Dollars) each."

Expenses

The expenses, costs, remuneration and charges, in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR6,000 (six thousand Euro).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and French version, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille neuf, le douze mai.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU:

LLtd 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse à L-2320 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.757, représentée par Monsieur Robert Rountree, gérant de la société, résidant professionnellement à Paris (l'Associé Unique), ici représentée par Maître Paul Berna, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 11 mai 2009;

Ladite procuration, après signature "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, ès-qualités en vertu desquelles elle agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter qu'elle représente l'intégralité du capital social de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois "LLtd 2 S.à r.l." (la Société), ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse à L-2320 Luxembourg, constituée en vertu d'un acte du notaire Me André-Jean-Joseph Schwachtgen du 14 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 710 du 19 juillet 2005, et qu'elle entend tenir une assemblée générale extraordinaire sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société par USD50 de son montant actuel de USD25.000 à USD25.050 par l'émission de 1 nouvelle part sociale d'une valeur nominale de USD50 et paiement d'une prime d'émission de USD110.084.129,92;

2. Modification de l'article 5 des statuts de la Société en vue de refléter l'augmentation de capital.

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de USD50 (cinquante Dollars américains) pour le faire passer de son montant actuel de USD25.000 (vingt-cinq mille Dollars américains) à USD25.050 (vingt-cinq mille cinquante Dollars américains) par l'émission de 1 (une) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de USD50 (cinquante Dollars américains) et de payer une prime d'émission de USD110.084.129,92 (cent dix millions quatre-vingt-quatre mille cent vingt-neuf Dollars américains et quatre-vingt-douze cents).

Souscription et Paiement

La partie comparante déclare qu'elle désire souscrire à l'augmentation de capital décidée sub 1., représentée par 1 nouvelle part sociale d'une valeur nominale de USD50 et qu'elle désire libérer entièrement cette part sociale ayant une valeur nominale de USD50, ensemble avec une prime d'émission de USD110.084.129,92 qui doit être allouée à une réserve de la Société, par un apport en nature de l'Associé Unique consistant en un prêt perpétuel sans intérêt d'une valeur de USD110.084.179,92 détenu sur la Société.

Evaluation de l'apport

Le prêt perpétuel sans intérêt est un prêt octroyé par l'Associé Unique de la Société à la Société et qui a été valablement contribué à la Société devant le notaire soussigné à l'occasion de la présente augmentation de capital. Il résulte d'un rapport d'évaluation émis le 11 mai 2009 par la Société, représentée par Monsieur Robert Rountree, gérant, que "the perpetual interest free loan of USD110,084,179.92 is certain and currently outstanding, that LLtd 1 S.à r.l. is currently the sole owner of the perpetual interest free loan and it is entitled to dispose of it, that the perpetual interest free loan is freely transferable and therefore nothing opposes to the contribution of the perpetual interest free loan of USD110,084,179.92 to LLtd 2 S.à r.l."

Ce rapport, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte et sera enregistré avec lui.

Deuxième résolution

En conséquence de la première résolution, l'associé unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante dans sa version française:

" **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de USD25.050 (vingt-cinq mille cinquante Dollars américains) représenté par 501 (cinq cent une) parts sociales d'une valeur nominale de USD50 (cinquante Dollars américains) chacune."

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 6.000 (six mille euros).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: P. Berna et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 mai 2009. Relation: LAC/2009/19836. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009068898/5770/131.

(090081144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2009.

Intertel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 74.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009069569/10.

(090079692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2009.

Sea Ox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 57.917.

In the year two thousand and nine, on the fourteenth of May.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held the extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Sea Ox S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 57.917 (the Company).

The Meeting is chaired by Maren Stadler, Rechtsanwältin, with professional address in Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints as secretary of the Meeting, Maren Stadler, prenamed, with professional address in Luxembourg (the Secretary).

The Meeting elects as scrutineer of the Meeting, Marjorie Andre, lawyer, with professional address in Luxembourg (the Scrutineer).

(The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to as the Board of the Meeting).

The Board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to record that:

I. The shareholders of the Company are represented and the number of their shares is shown on an attendance list. Such list and proxies signed "ne varietur" by the Chairman, the Secretary, the Scrutineer and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

II. It appears from said attendance list that the one hundred sixty-three thousand and eight (163,008) shares of the Company, representing the entire share capital of the Company, are represented at the Meeting, so the Board of the Meeting can validly deliberate and decide on all the items of the agenda of which the shareholders of the Company have been beforehand informed.

III. The agenda of the Meeting is the following:

1. convening formalities;
2. full restatement of the articles of association of the Company; and
3. miscellaneous.

After the foregoing agenda was duly examined and after deliberation, the Meeting unanimously resolves as follows:

First resolution

The Meeting resolves to acknowledge that the shareholders of the Company have been duly convened and have perfect knowledge of the agenda of the Meeting which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend and completely restate the articles of association of the Company which shall henceforth be worded as follows:

Title I. - Denomination - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form and Name. There is hereby established a public limited liability company (société anonyme) under the name of Sea Ox S.A..

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors of the Company. Where the board of directors of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the case of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1. The Company is established for an unlimited period of time.

3.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 4. Corporate object.

4.1. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

4.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

4.3. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risks, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

4.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Title II. - Capital - Shares**Art. 5. Share capital.**

5.1. The subscribed share capital is set at four millions seventy-five thousand two hundred euro (EUR 4,075,200) consisting of one hundred sixty-three thousand and eight shares (163,008) with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, fully paid up.

5.2. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are in registered form or bearer form, at the choice of the shareholders.

6.2. A register of the shareholders of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. Ownership of shares will be established by the entry in this register.

6.3. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the register of the shareholders of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Title III. - General meetings of shareholders**Art. 8. Meetings of the shareholders of the company.**

8.1. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

8.2. The annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting, on the fourth Thursday of May of each year at 4 p.m.. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

8.3. The annual general meeting of the shareholders of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors of the Company, exceptional circumstances so require.

8.4. Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 9. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

9.1. The notice periods and quorum required by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

9.2. Each share is entitled to one vote.

9.3. Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

9.4. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

9.5. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Mémorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

9.6. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex.

9.7. Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.8. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Title IV. - Management - Representation

Art. 10. Management.

10.1. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three members who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

10.2. The directors shall be elected by the shareholders of the Company at the general meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the Company.

10.3. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders of the Company.

Art. 11. Meetings of the board of directors of the company.

11.1. The board of directors of the Company may appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and the minutes of the general meetings of the shareholders of the Company.

11.2. The board of directors of the Company shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in Luxembourg.

11.3. Written notice of any meeting of the board of directors of the Company shall be given to all directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Company.

11.4. No such written notice is required if all the members of the board of directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, of each member of the board of directors of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors of the Company.

11.5. Any member of the board of directors of the Company may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing, in writing whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another director as his or her proxy.

11.6. Any director may participate in a meeting of the board of directors of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

11.7. The board of directors of the Company can deliberate and/or act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the board of directors of the Company. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the numbers of votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

11.8. Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors of the Company may also be passed in writing, provided such resolution is preceded by a deliberation between the directors by such means as is, for example, described under paragraph 6 of this article 11. Such resolution shall consist of one or several documents containing the

decisions and signed by each and every director (résolution circulaire). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 12. Minutes of meetings of the board of directors of the company.

12.1. The minutes of any meeting of the board of directors of the Company shall be signed by the chairman of the board of directors of the Company who presided at such meeting or by any two directors of the Company.

12.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary (if any) or by any director of the Company.

Art. 13. Powers of the board of directors of the company. The board of directors of the Company is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Luxembourg act dated 10th August, 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915), or by the Articles, to the general meeting of shareholders of the Company fall within the competence of the board of directors.

Art. 14. Delegation of powers. The board of directors of the Company is authorized to appoint a person, either director or not, without the prior authorization of the general meeting of the shareholders of the Company, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 15. Binding signatures.

15.1. The Company shall be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors of the Company in all matters or the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been granted by the board of directors, but only within the limits of such power.

15.2. Insofar as daily management is concerned, the Company shall be legally bound towards third parties by the single signature of any person to whom daily management powers have been delegated.

Art. 16. Conflict of interests.

16.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

16.2. Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3. In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the board of directors of the Company such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company which shall ratify such transaction.

Title V. - Supervision

Art. 17. Statutory auditor.

17.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes) or, as the case may be, by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises). The statutory/external auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

17.2. The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Title VI. - Accounting year - Allocation of profits

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1st January of each year and shall terminate on December 31 of each year.

Art. 19. Allocation of profits.

19.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

19.2. The general meeting of shareholders of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

19.3. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the board of directors of the Company and they may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors of the Company. The board of directors of the Company may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Title VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the general meeting of the shareholders of the Company deciding such liquidation. Such general meeting of shareholders of the Company shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 21. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

No further business being brought before the meeting, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English version and the French version, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille neuf, le quatorze mai.

Par devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue l'Assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Sea Ox S.A., une société anonyme, ayant son siège social à 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B57.917 (la Société).

L'Assemblée est présidée par Maren Stadler, Rechtsanwältin, ayant son adresse professionnelle au Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire, Maren Stadler, prénommée, ayant son adresse professionnelle au Luxembourg.

L'assemblée nomme comme scrutateur Marjorie Andre, juriste, ayant son adresse professionnelle au Luxembourg, le président, le secrétaire et le scrutateur constituant le bureau de l'Assemblée.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les actionnaires de la Société sont représentés, et que le nombre d'actions qu'ils détiennent est indiqué sur une liste de présence. Cette liste ainsi que les procurations, signées "ne varietur" par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant, resteront annexé au présent acte pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

II. Ainsi qu'il apparaît sur la liste de présence, les cent soixante-trois mille huit actions (163,008) actions, représentant l'entière du capital social de la Société sont représentées à l'Assemblée de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer et décider sur tous les points portés à l'ordre de jour, qui a été communiqué à l'avance aux actionnaires de la Société.

III. L'agenda de l'Assemblée est le suivant:

1. formalités de convocation;
2. refonte complète des statuts de la Société;
3. divers.

Après que l'agenda ait été dûment examiné et après délibération, l'Assemblée a adopté à l'unanimité les résolutions comme suit:

Première résolution

L'Assemblée décide de prendre connaissance du fait que les actionnaires de la Société ont été valablement convoqué et ont une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier et de complètement refondre les statuts de la Société qui sont par conséquent rédigés de la manière suivante:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de Sea Ox S.A..

Art. 2. Siège Social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune par simple décision du conseil d'administration de la Société.

2.2. Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration de la Société, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le conseil d'administration de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée.

3.1. La Société est établie pour une période indéterminée.

3.2. La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société prise de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

4.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

4.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

4.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social souscrit est fixé à quatre millions soixante-quinze mille deux cent euro (EUR 4,075,200) consistant en cent soixante-trois mille huit (163,008) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euro (EUR 25) chacune, entièrement libérées.

5.2. Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société statuant comme en matière de modifications des présents Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires.

6.2. Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par chaque actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

6.3. La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert des actions se fera par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet. La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société.

Titre III. - Assemblée générales des actionnaires

Art. 8. Assemblée des actionnaires de la société.

8.1. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

8.2. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le quatrième jeudi du mois de mai de chaque année à 4 heures de l'après-midi. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

8.3. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

8.4. Les autres assemblées générales des actionnaires de la Société pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation.

9.1. Les délais de convocation et quorums requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les présents Statuts.

9.2. Chaque action donne droit à une voix.

9.3. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

9.4. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

9.5. Si la première de ces conditions n'est pas remplie une nouvelle assemblée des actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

9.6. Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

9.7. Tout actionnaire peut participer aux assemblées générales des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou actionnaires concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

9.8. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Titre IV. - Administration - Représentation

Art. 10. Administration de la société.

10.1. La Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

10.2. Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société. Les actionnaires détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

10.3. En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société.

Art. 11. Réunion du conseil d'administration de la société.

11.1. Le conseil d'administration de la Société peut nommer un président parmi ses membres et pourra désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société et des assemblées générales des actionnaires de la Société.

11.2. Les réunions du conseil d'administration de la Société seront convoquées par le président du conseil d'administration de la Société ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera, en principe, au Luxembourg.

11.3. Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration de la Société sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

11.4. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du conseil d'administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, e-mail, télégramme ou télex. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

11.5. Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration de la Société en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, e-mail, télégramme ou télex un autre administrateur comme son mandataire.

11.6. Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

11.7. Le conseil d'administration de la Société ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration de la Société. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce conseil d'administration de la Société. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

11.8. Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration de la Société peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 11. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration de la Société (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 12. Procès-verbal de réunion du conseil d'administration de la société.

12.1. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société seront signés par le président du conseil d'administration de la Société qui en aura assumé la présidence ou par deux administrateurs de la Société.

12.2. Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en existe un) ou par tout administrateur de la Société.

Art. 13. Pouvoirs du conseil d'administration de la société. Le conseil d'administration de la Société est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée sur les sociétés commerciales (la Loi de 1915) ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration de la Société.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le conseil d'administration de la Société est autorisé à nommer des fondés de pouvoir de la Société, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées.

15.1. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, ou par les signatures conjointes ou uniques de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration de la Société et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

15.2. En ce qui concerne la gestion journalière, la Société sera légalement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière aura été déléguée.

Art. 16. Conflit d'intérêts.

16.1. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou son administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

16.2. Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

16.3. Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le conseil d'administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui devra ratifier une telle transaction.

Titre V. - Surveillance

Art. 17. Commissaire aux comptes.

17.1. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, ou par un ou plusieurs réviseur d'entreprises. Le commissaire aux comptes / réviseur d'entreprises sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

17.2. Le commissaire aux comptes sera nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions.

Titre VI. - Exercice social - Affectation des résultats

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Affectation des bénéfices.

19.1. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

19.2. L'assemblée générale des actionnaires de la Société décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

19.3. Les dividendes pourront être payés en euro ou en toute autre devise choisie par le conseil d'administration de la Société et devront être payés aux lieu et place choisis par le conseil d'administration de la Société. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi de 1915.

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée dans les mêmes conditions que celles nécessaires pour modifier les Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société décidant de la liquidation. Une telle assemblée générale des actionnaires de la Société déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateur(s).

Art. 21. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi de 1915 et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les actionnaires.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est clôturée.

Frais estimation

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont évalués à environ mille trois cents euros (EUR 1.300).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a parlé et comprend la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Stadler, M. Andre et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 mai 2009. Relation: LAC/2009/19204. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009068952/5770/494.

(090081091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2009.

TERECO, Technical Reinsurance Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 44.337.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009068249/10.

(090079977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2009.

Weyer Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 228-230, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 49.424.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 2009

Les actionnaires de la société WEYER LUXEMBOURG S.A. réunis en Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'assemblée générale, constatant que les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Thierry SCHREINER, directeur de société, demeurant 3, rue du Trou Jacquemin à F-54920 Villers-la-Montagne,
 - Monsieur Marc SCHMIT, employé privé, demeurant 8, rue des Saules à L-5361 Schrassig,
 - Monsieur Dan EPPS, conseiller fiscal, demeurant professionnellement 4, rue Henri Schnadt, à L-2530 Luxembourg
- sont arrivés à leur terme en 2008, décide de les renouveler rétroactivement dans leurs fonctions pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2011.

D'autre part, le mandat de l'administrateur délégué de:

- Monsieur Thierry SCHREINER, directeur de société, demeurant 3, rue du Trou Jacquemin à F-54920 Villers-la-Montagne,
- étant arrivé à expiration, l'assemblée générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de trois ans, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2011.

D'autre part,

- Monsieur Thierry SCHREINER, directeur de société, demeurant 3, rue du Trou Jacquemin à F-54920 Villers-la-Montagne,
- est nommé Président du Conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur c'est-à-dire jusqu'en 2011.

D'autre part, le mandat de:

- LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faiencerie,
- étant arrivé à expiration, l'assemblée générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de trois ans, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2011.

Luxembourg, le 27 mai 2009.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2009066769/34.

(090078670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2009.

Société Anonyme Global Mondial Consulting, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 115.631.

Le bilan au 31 décembre 2007, modifiant le bilan déposé le 24/10/2008 L080157006.05 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009067425/11.

(090079295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2009.

Epoque S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 15, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 39.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009067427/10.

(090079335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2009.

Hydrosol S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 31.400.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 28 mai 2009

- 1) La cooptation de Monsieur Sébastien ANDRE comme administrateur n'a pas été ratifiée.
- 2) Monsieur Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
- 3) La cooptation de Monsieur Jacques CLAEYS a été ratifiée et il a été nommé comme administrateur en remplacement de Monsieur Cornelius Martin BECHTEL jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

Luxembourg, le 28 mai 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour HYDROSOL S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009067546/19.

(090079472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2009.

Cemex Premium Finance KFT (Succursale Luxembourg), Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.905.

Extrait des résolutions prises par les gérants de la Succursale en date du 1^{er} avril 2009

Il résulte des résolutions prises par les gérants de la Succursale en date du 1^{er} avril 2009 que la Succursale a transféré avec effet immédiat son siège social du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, au 11, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009067566/13.

(090079277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2009.

Agrassur Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 83.235.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 26 mai 2009

L'Assemblée Générale décide d'élire Administrateurs:

- Monsieur Jean LARMANDE,
- Monsieur Michael REYNOLDS,

- Monsieur Lambert SCHROEDER.

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

L'Assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, de nommer Réviseur Indépendant de la société: KPMG Audit, 9 Allée Scheffer, L-2520 à Luxembourg,

dont le mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2009.

Pour la société AGRASSUR RE S.A.

AON INSURANCE MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2009066766/21.

(090078653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2009.

Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.293.

—
EXTRAIT

Conformément à la convention de cession de parts sociales conclue en date du 18 mai 2009, entre «The ELA BUDD TRUST» (comme vendeur) et la société TURANDEA INVESTMENTS LIMITED (comme acheteur), les 1.200 parts sociales de la société Nelson Luxembourg Investments S.à r.l de EUR 25,- chacune, formant le capital de EUR 30.000,- sont réparties comme suit:

- TURANDEA INVESTMENTS LIMITED, société de droit chypriote, ayant son siège social au 17, Gr. Xenopoulou Street, 3106 Limassol (Chypre): 1.200 parts sociales

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009066773/19.

(090078731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2009.

Video Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 26.391.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue à Luxembourg en date du 14 avril 2009 que:

1. L'assemblée confirme la prolongation de la durée du mandat de Monsieur Francis Hoogewerf, en tant qu'administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en 2015.

2. L'Assemblée confirme la prolongation de la durée du mandat de la société Avondale Nominees Limited, en tant qu'administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en 2015.

3. L'Assemblée confirme la prolongation de la durée du mandat de la société Ardavon Holdings Limited, en tant qu'administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en 2015.

4. L'Assemblée confirme la prolongation de la durée du mandat de Monsieur Henri Vanherberghen, en tant que commissaire aux comptes de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en 2015.

Fait à Luxembourg, le 14 avril 2009.

Pour Hoogewerf & Cie

Agent domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2009066777/21.

(090078784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2009.

Astor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 11.300.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 13 mai 2009, enregistré à Luxembourg AC, le 15 mai 2009, LAC/2009/18981, aux droits de soixante-quinze euros (75,- EUR), que la société "ASTOR S.A. (en liquidation)", R.C.S Luxembourg Numéro B 11.300 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Raymond STEICHEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 octobre 1973, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 202 du 15 novembre 1973, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire, en date du 14 juillet 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1988 du 14 août 2008, a été clôturée et que par conséquence la société est dissoute.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009068322/23.

(090080758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2009.

Klöckner Pentaplast Participations S.à.r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).**Capital social: EUR 144.625,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 92.751.

Les comptes annuels au 30 septembre 2007 ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mai 2009. Signature.

Référence de publication: 2009067416/11.

(090079407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2009.

Eastern Europe Real Estate Opportunities Advisory S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 129.134.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.

Référence de publication: 2009067418/10.

(090079270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2009.

Orly Invest II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 114.440.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ORLY INVEST II S.A., Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2009067420/11.

(090079281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2009.
